

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 17 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **ÉLECTRODÉPOSITION (ex FERRANT)**

55, rue Jean Baillet

95 870 Bezons

Références : 2023/0518  
Code AIOT : 0006505499

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2023 dans l'établissement ÉLECTRODÉPOSITION (ex FERRANT) implanté 55, rue Jean Baillet 95 870 Bezons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de la liquidation judiciaire d' ÉLECTRODÉPOSITION et des travaux de réaménagement de la parcelle concernée, l'inspection réalise une visite de contrôle pour statuer sur la réalisation de travaux de dépollution nécessaires à la compatibilité entre l'état environnemental du site et l'usage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ÉLECTRODÉPOSITION (ex FERRANT)
- 55, rue Jean Baillet 95870 Bezons
- Code AIOT : 0006505499
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ÉLECTRODÉPOSITION est réglementée par l'arrêté préfectoral du 22 juin 1995 complété autorisant d'exploiter au 55 rue Jean Baillet à Bezons, un atelier de traitement de surface (rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées de l'environnement).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite-s qui avai-ent été donnée-s	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Notification de la cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-I	/	Mise en demeure, respect de prescription	
2	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	
3	Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
4	Réhabilitation du site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-III	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
5	Contraintes sur l'usage futur	Code de l'environnement du 14/07/2011, article R.512-31-1 et L.125-6	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection propose au préfet du Val-d'oise de mettre en demeure l'exploitant de la société Electrodeposition, représentée par Maître Aurélie LECAUDEY, liquidateur judiciaire, dans un délai de 2 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, de satisfaire aux dispositions de l'article R.512-46-25 du code de l'environnement.

La , représentée par Maître Aurélie LECAUDEY, liquidateur judiciaire, devra indiquer et justifier les mesures prises pour assurer la notification de cessation, la mise en sécurité et la réhabilitation du site. Ces mesures comportent, notamment :

1. La notification de cessation d'activité ;
2. La justification de l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets ;
3. Les diagnostics complémentaires permettant d'identifier les effets de l'installation sur son environnement ;
4. La réalisation des travaux de dépollution et du rapport de fin de travaux comprenant au moins un prélèvement de contrôle (sols et air du sol) et une analyse des risques résiduels.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Notification de la cessation partielle d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-I
<b>Thème-s :</b> Situation administrative, Notification de cessation et contenu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a jamais notifié la cessation de son activité à l'inspection, alors que cela avait été demandé par l'inspection suite à sa visite du 11 octobre 2017. Depuis le 12 février 2020, ÉLECTRODÉPOSITION est en procédure collective auprès du RDC de Versailles. Le jugement en date du 4 février 2020 prononce la liquidation judiciaire et désigne SELARL JSA prise en la personne de Me Aurélie Lecaudey, 18 Rue Georges Clemenceau 78 000 Versailles, comme liquidateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 2 : Mise en sécurité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-II
<b>Thème-s :</b> Risques accidentels, Produits dangereux, déchets, accès au site, usage futur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</i> <i>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</i> <i>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</i> <i>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</i>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection constate l'absence de produit dangereux et de déchet. Le site est fermé mais ne semble pas disposer de système d'alarme ou de surveillance. L'exploitant n'a jamais transmis à l'inspection les bordereaux d'évacuation des produits dangereux de l'activité de traitement de surface (particulièrement les bains de traitement).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 3 : Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-II
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</i> <i>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</i>
<b>Constats :</b>  Les exploitants successifs de l'installation ont fait réaliser deux études partielles réalisées par la société DEKRA en 2012 et 2017 qui sont détaillées dans le constat suivant et qui relèvent des pollutions des sols et sous-sols qui n'ont jamais été traitées par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 jours

#### N° 4 : Réhabilitation du site (1/2)

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-III
<b>Thème-s :</b> Risques chroniques, Réhabilitation du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>III. — En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.</i>
<b>Constats :</b>  Le rapport de DEKRA sur le site du 55 rue Jean Baillet à Bezons, réalisé le 4 avril 2017 présente les missions A230, A250 et A320 selon la norme NF X 31-620 qui applique la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. Il reprend également le diagnostic de 2012 portant sur les sols et gaz du sol ainsi qu'une évaluation quantitative des risques résiduels (EQRS) et un plan de gestion.  L'étude de 2012 avait soulevé des impacts dans les sols par les métaux, cyanures totaux, TCE et PCE et dans les gaz du sol en naphtalène, BTEX, TPH et COHV (particulièrement PCE et TCE). L'EQRS conclu à l'incompatibilité de la qualité des sols avec un usage industriel (principalement dû au PCE et TCE dans les gaz du sol). Le plan de gestion propose un traitement in situ par <i>venting</i> (estimation entre 35 000 à 55 000 €) ou de l'excavation (estimation entre 22 000 à 34 000 €).

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-46-25-III								
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les investigations complémentaires de 2017 réalisées sur les gaz du sol montrent un impact généralisé en COHV (principalement en PCE et TCE, avec des teneurs maximum respectives de 50 620 µg/m<sup>3</sup> et 764 478 µg/m<sup>3</sup>).</p> <p style="text-align: center;"><i>Tableau 1: Comparaison avec les valeurs de Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP)</i></p> <table> <tr> <th>Valeur max sur site</th><th>Valeur repère du HCSP</th><th>Valeur d'action rapide du HCSP</th></tr> <tr> <td>764 478 µg/m<sup>3</sup></td><td>250 µg/m<sup>3</sup></td><td>1 250 µg/m<sup>3</sup></td></tr> </table> <p>Des impacts sont également relevés en benzène, toluène et xylène. Un prélèvement sur l'eau potable indique que les concentrations relevées (0,46 µg/L pour le TCE) sont inférieures aux limites de référence de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (10 µg/L pour le TCE).</p> <p>La nouvelle EQRS menée pour un usage industriel sans modification du bâti (cibles : travailleurs du site) conclue à l'incompatibilité entre l'état environnemental du site et l'usage. La substance principalement concernée est le TCE. Le bureau d'étude recommande donc de suivre le plan de gestion précédemment proposé et rappelle qu'un prélèvement de contrôle (sols et air du sol) et une analyse des risques résiduels (ARR) devront être réalisés en fin de travaux.</p> <p><b>L'exploitant n'a jamais informé l'inspection de la réalisation des travaux de dépollution et n'a jamais communiqué à l'inspection un rapport de fin de travaux.</b> Lors de la visite, l'inspection constate que le bâti ne semble pas avoir été modifié mais que des travaux d'aménagement d'un étage supérieur sont en cours.</p> <p>De plus, le permis de construire mentionne un <b>changement d'usage vers de l'usage résidentiel</b>. Or, le site en l'état n'étant pas compatible avec un usage industriel, il l'est encore moins pour un usage résidentiel.</p> <p>Enfin, le rapport de DEKRA ne précise pas l'étendue en profondeur et en superficie de la pollution des sols et des gaz des sols ce qui <b>n'exclue pas le risque de pollution sur les parcelles voisines</b> qui sont attenantes, voire pour certains bâtiments mitoyens et qui présentent un usage résidentiel.</p> <p><b>L'inspection propose donc au préfet du Val-d'Oise de mettre en demeure le liquidateur es qualité de l'exploitant de présenter les justificatifs de dépollution de la parcelle ou d'engager les travaux de dépollution dans un délai de deux jours.</b></p>			Valeur max sur site	Valeur repère du HCSP	Valeur d'action rapide du HCSP	764 478 µg/m <sup>3</sup>	250 µg/m <sup>3</sup>	1 250 µg/m <sup>3</sup>
Valeur max sur site	Valeur repère du HCSP	Valeur d'action rapide du HCSP						
764 478 µg/m <sup>3</sup>	250 µg/m <sup>3</sup>	1 250 µg/m <sup>3</sup>						
Type de suites proposées : Avec suites								
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription								
Proposition de délais : 2 jours								

## N° 5 : Contraintes sur l'usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/07/2011, article R.512-31-1 et L.125-6
<b>Thème-s :</b> Situation administrative, Servitudes d'utilité publique ou Secteur d'Information des Sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Servitudes d'Utilité Publique : Sur les terrains pollués par l'exploitation d'une installation classée et sur les emprises des sites de stockage de déchets ainsi que, si nécessaire, à l'intérieur d'une bande de 200 mètres autour de ces terrains et emprises, des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées en application de l'article L. 515-12 par le préfet à la demande de l'exploitant, du propriétaire du terrain ou du maire de la commune où sont situés les terrains, ou de sa propre initiative. [...]</i></p> <p><i>Secteur d'Information des Sols : L'État rend publiques les informations dont il dispose sur les risques de pollution des sols. Ces informations sont prises en compte dans les documents d'urbanisme lors de leur élaboration et de leur révision. Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application du présent article (n°2015-1353 du 26 octobre 2015).</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Compte-tenu de la pollution significative au droit du site, une servitude d'utilité publique serait nécessaire pour restreindre l'usage de la parcelle. D'après le rapport de DEKRA de 2019, aucun usage, y compris industriel, ne pourrait être autorisé en l'état.</p> <p>Faute de contenu suffisant pour élaborer une servitude d'utilité publique, l'inspection pourra, a minima réaliser un secteur d'information des sols (SIS) qui rend publique les informations connues sur la pollution et qui permet de garantir la préservation de la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement, en application de l'article L. 125-6 du Code de l'environnement.</p> <p><b>Le terrain sera donc, a minima, soumis à l'article L. 125-7 du Code de l'environnement qui impose d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire en cas de vente ou de location.</b></p> <p>Tout projet de construction ou de lotissement prévu sur ce terrain est soumis à l'article L. 556-2 du Code de l'environnement qui impose la réalisation d'une étude de sols afin d'établir les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols. Pour les projets soumis à permis de construire ou d'aménager, le maître d'ouvrage fournit dans le dossier de demande de permis une attestation garantissant la réalisation de cette étude des sols et de sa prise en compte dans la conception du projet de construction ou de lotissement. Cette attestation doit être établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués (ATTES-ALUR, article R.556-3 du Code de l'environnement).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 jours